

ANNEXE

RÈGLEMENT (UE) .../... DE LA COMMISSION

du XXX

modifiant le règlement (UE) n° 651/2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité PROJET

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, et notamment son article 108, paragraphe 4,

vu le règlement (UE) 2015/1588 du Conseil du 13 juillet 2015 sur l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne à certaines catégories d'aides d'État horizontales¹, et notamment son article 1^{er}, paragraphe 1, point a),

après consultation du comité consultatif en matière d'aides d'État,

considérant ce qui suit:

- (1) Le règlement (UE) n° 651/2014 déclare certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur.
- (2) Les entreprises qui participent aux projets de coopération territoriale européenne (CTE) relevant du règlement (UE) n° 1299/2013 du Parlement européen et du Conseil² ou du [nouveau règlement CTE] éprouvent souvent des difficultés à financer les surcoûts liés à la coopération entre des partenaires situés dans différentes régions et dans différents États membres ou pays tiers. Vu l'importance de la CTE pour la politique de cohésion en tant que cadre dans lequel les acteurs nationaux, régionaux et locaux de différents États membres ou pays tiers peuvent mener des actions communes et échanger leurs vues sur les politiques à mener, il convient de résoudre certaines difficultés rencontrées par les projets de CTE en vue de favoriser leur conformité avec les règles relatives aux aides d'État. À la lumière de l'expérience de la Commission, le règlement (UE) n° 651/2014 devrait s'appliquer aux aides en faveur des projets de CTE, quelle que soit la taille des entreprises bénéficiaires.
- (3) De plus, vu la faible incidence des montants d'aide limités octroyés aux entreprises participant à des projets de CTE sur les échanges et la concurrence, des règles simples devraient être établies pour les cas dans lesquels le montant d'aide total par entreprise et par projet n'excède pas un certain plafond.
- (4) Les projets de recherche et de développement ou les études de faisabilité ayant reçu un label d'excellence à l'issue d'une évaluation et d'un classement réalisés par des

¹ JO L 248 du 24.9.2015, p. 1.

² Règlement (UE) n° 1299/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions particulières relatives à la contribution du Fonds européen de développement régional à l'objectif «Coopération territoriale européenne» (JO L 347 du 20.12.2013, p. 259).

experts indépendants et qui sont considérés comme excellents et comme méritant un financement public mais ne peuvent être financés au titre du programme-cadre Horizon en raison d'un budget insuffisant peuvent être soutenus au moyen de ressources nationales, y compris de ressources provenant des Fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020, ainsi que du Fonds européen de développement régional et du Fonds social européen plus pour la période 2021-2027. Les aides d'État octroyées aux projets de recherche et de développement de ce type qui sont réalisés par de petites et moyennes entreprises devraient être considérées comme compatibles avec le marché intérieur et être exemptées de l'obligation de notification à certaines conditions. En outre, il ne devrait pas être nécessaire de réévaluer les conditions d'admissibilité déjà évaluées au niveau de l'Union conformément aux règles du programme Horizon 2020 ou du programme-cadre Horizon Europe avant l'octroi du label d'excellence. Le caractère lucratif ou non lucratif des entités qui exécutent les projets n'est pas un critère pertinent au regard du droit de la concurrence.

- (5) Les aides d'État octroyées à certains projets d'intérêt commun dans le domaine des infrastructures de connectivité numérique relevant du règlement (UE) 2020/XX du Parlement européen et du Conseil (règlement MIE2) peuvent être considérées comme compatibles avec le marché intérieur et être exemptées de l'obligation de notification à certaines conditions.
- (6) Les subventions accordées aux chercheurs au titre de la «validation de concept» du CER et dans le cadre d'actions Marie Skłodowska-Curie (MSCA) pouvant être considérées comme des activités économiques devraient également être déclarées compatibles avec le marché intérieur lorsqu'un label d'excellence a été décerné.
- (7) Des fonds publics combinant des ressources nationales et des ressources de l'Union gérées de manière centralisée, consentis en faveur de projets de recherche et de développement (comme ceux mis en œuvre dans le cadre d'un partenariat européen institutionnalisé fondé sur l'article 185 ou l'article 187 du traité ou d'une action de cofinancement au titre du programme telle que définie dans le programme-cadre Horizon Europe) peuvent contribuer à l'amélioration de la compétitivité européenne en matière de recherche et de développement, étant donné que ces projets de recherche et de développement sont considérés comme remplissant des objectifs d'intérêt européen commun et visent à remédier à des défaillances du marché bien définies. On estime que c'est le cas lorsque de tels projets sont évalués, classés et sélectionnés par des experts indépendants conformément aux règles du programme Horizon 2020 ou du programme-cadre Horizon Europe, à la suite d'appels transnationaux auxquels participent au moins trois États membres (ou deux dans le cas des formations d'équipe). Les contributions financières des États membres à ces projets de recherche et de développement cofinancés, en ce compris les ressources des Fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 et du Fonds européen de développement régional et du Fonds social européen plus pour la période 2021-2027, devraient être considérées comme étant compatibles avec le marché intérieur et être exemptées de l'obligation de notification à certaines conditions. En outre, il ne devrait pas être nécessaire de réévaluer les conditions d'admissibilité déjà évaluées au niveau transnational conformément aux règles du programme Horizon 2020 ou du programme-cadre Horizon Europe par des experts indépendants avant la sélection d'un projet de recherche et de développement.
- (8) Les programmes-cadres Horizon 2020 et Horizon Europe définissent quelles actions de recherche et d'innovation sont admissibles au bénéfice d'un financement. À cet

égard, la Commission fait observer qu'une action de recherche et d'innovation telle que définie par le programme-cadre Horizon correspondra normalement à des activités de recherche fondamentale et de recherche industrielle, telles que définies dans le présent règlement. En outre, une action d'innovation soutenue au titre du programme-cadre Horizon correspondra normalement à la définition des activités de développement expérimental figurant dans le présent règlement. Les simplifications prévues par le présent règlement dans le domaine de la recherche et du développement ne devraient toutefois pas être utilisées pour financer des activités qui ne sont pas admissibles en vertu des règles en matière d'aides d'État à la recherche et au développement, à savoir les activités qui dépassent le stade des activités de développement expérimental. À cet effet, les définitions concernant le niveau de maturité technologique (Technological Readiness Level - «TRL») peuvent également être prises en considération par les États membres. La Commission souligne que les aides d'État en faveur des activités de recherche et de développement au niveau TRL 9 sont considérées comme dépassant le stade des activités couvertes par la définition du développement expérimental et seraient donc exclues du champ d'application du présent règlement.

- (9) Le programme pour une Europe numérique soutiendra et accélérera la numérisation de l'économie et de la société européennes et bénéficiera aux citoyens européens, aux administrations publiques et aux entreprises dans toute l'Union. Le programme est complémentaire des projets de recherche, de développement et d'innovation soutenus au titre du programme Horizon Europe, du volet numérique du mécanisme pour l'interconnexion en Europe et d'InvestEU. Il soutiendra le renforcement des capacités numériques (par exemple, les capacités en matière de données, de calcul et de cybersécurité) du secteur public ainsi que des PME et des communautés de la recherche et de l'innovation. Le programme apportera une contribution financière au calcul avancé, y compris le calcul à haute performance, l'informatique en nuage, le traitement des données à la périphérie et l'informatique quantique, ainsi qu'à l'intelligence artificielle, y compris la création de pôles européens d'innovation numérique ainsi que d'installations de test et d'expérimentation. Il soutiendra également les compétences numériques et les équipements et outils de cybersécurité.
- (10) Les produits financiers bénéficiant du Fonds InvestEU peuvent mobiliser des fonds contrôlés par les États membres, y compris des fonds européens en gestion partagée, afin de renforcer l'effet de levier et d'encourager des investissements supplémentaires en Europe. Ainsi, les États membres ont la possibilité de mettre à disposition une partie des fonds de l'Union en gestion partagée en contribuant au compartiment «États membres» de la garantie de l'Union au titre du Fonds InvestEU. En outre, les États membres pourraient financer les produits financiers soutenus par le Fonds InvestEU par l'intermédiaire de leurs propres fonds ou des banques de développement nationales. Un tel financement peut être qualifié de «ressources d'État» et être imputable à l'État si les États membres disposent d'un pouvoir d'appréciation quant à l'utilisation de ces ressources. À l'inverse, lorsque les États membres ne disposent d'aucun pouvoir d'appréciation quant à l'utilisation des ressources ou agissent conformément aux conditions normales du marché, l'utilisation de ces fonds ne peut constituer une aide d'État. Pour de tels cas, la Commission a l'intention de fournir des orientations complémentaires sur les scénarios types soutenus au titre du règlement InvestEU.
- (11) Lorsque des fonds nationaux, y compris les fonds de l'Union en gestion partagée, constituent des aides d'État au sens de l'article 107, paragraphe 1, du traité, il convient

de prévoir une série de conditions sur la base desquelles ces aides devraient être considérées comme compatibles avec le marché intérieur et être exemptées de l'obligation de notification afin de faciliter la mise en œuvre du Fonds InvestEU.

- (12) Le Fonds InvestEU, de par sa conception, a prévu plusieurs garde-fous importants en matière de concurrence, tels que la nécessité pour le soutien aux investissements de contribuer à la réalisation des objectifs des politiques de l'Union et à la valeur ajoutée de l'UE, ainsi que l'obligation d'utiliser le Fonds InvestEU à titre complémentaire et pour remédier aux défaillances du marché et à des situations d'investissement non optimales. En outre, le système de gouvernance et le processus décisionnel garantiront, avant l'émission de la garantie de l'Union, que les opérations soutenues par le Fonds InvestEU remplissent les exigences susmentionnées. Enfin, le soutien apporté par le Fonds InvestEU sera transparent et ses effets seront évalués. Aussi les aides d'État contenues dans les produits financiers soutenus par le Fonds InvestEU devraient-elles être considérées comme étant compatibles avec le marché intérieur et être exemptées de l'obligation de notification sur la base d'un nombre limité de conditions.
- (13) Il convient dès lors de modifier le règlement (UE) n° 651/2014 en conséquence,
- A ADOPTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

Le règlement (UE) n° 651/2014 est modifié comme suit:

- (1) L'article 1^{er} est modifié comme suit:

(a) Au paragraphe 1, les points m) et n) sont remplacés par le texte suivant:

«m) aux aides en faveur des aéroports régionaux;

n) aux aides en faveur des ports; et»

(b) Au paragraphe 1, les points o) et p) suivants sont ajoutés:

«o) aux aides en faveur des projets de coopération territoriale européenne; et

p) aux aides contenues dans les produits financiers bénéficiant du soutien du Fonds InvestEU.»

(c) Au paragraphe 2, le point a) est remplacé par le texte suivant:

a) aux régimes relevant des sections 1 (exception faite de l'article 15), 2, 3, 4, 7 (exception faite de l'article 44) et 10 du chapitre III du présent règlement, et aux aides mises en œuvre sous la forme de produits financiers relevant de la section 16 dudit chapitre, lorsque le budget annuel moyen par État membre consacré aux aides d'État excède 150 millions EUR, une fois écoulés les six premiers mois suivant leur entrée en vigueur. En ce qui concerne les aides relevant de la section 16 du chapitre III du présent règlement, seules les contributions d'un État membre au compartiment «États membres» de la garantie de l'Union mentionnée à l'article 8, paragraphe 1, point b), du règlement [sur le programme InvestEU], qui sont affectées à un produit financier particulier sont prises en considération pour déterminer si le budget moyen annuel consacré aux aides d'État liées aux produits financiers de cet État membre excède 150 millions EUR. La Commission peut décider que le présent règlement continuera de s'appliquer pour une période plus longue à l'un ou l'autre de ces régimes d'aides après avoir examiné le plan d'évaluation correspondant notifié par l'État membre à la Commission dans un délai de 20 jours ouvrables à compter de l'entrée en vigueur du régime;»

(d) Au paragraphe 3, les points a) et b) sont remplacés par le texte suivant:

«a) aux aides octroyées dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture, qui relève du règlement (UE) n° 1379/2013 du Parlement européen et du Conseil (*), exception faite des aides à la formation, des aides visant à favoriser l'accès des PME au financement, des aides à la recherche et au développement, des aides à l'innovation en faveur des PME, des aides en faveur des travailleurs défavorisés et des travailleurs handicapés, des aides à l'investissement à finalité régionale dans les régions ultrapériphériques, des régimes d'aides au fonctionnement à finalité régionale, ainsi que des aides en faveur des projets de coopération territoriale européenne;

b) aux aides octroyées dans le secteur de la production agricole primaire, exception faite des aides à l'investissement à finalité régionale dans les régions ultrapériphériques, des régimes d'aides au fonctionnement à finalité régionale, des aides aux services de conseil en faveur des PME, des aides au financement des risques, des aides à la recherche et au développement, des aides à l'innovation en faveur des PME, des aides environnementales, des aides à la formation, des aides en faveur des travailleurs défavorisés et des travailleurs handicapés, des aides en faveur de projets de coopération territoriale européenne et des aides contenues dans les produits financiers bénéficiant du soutien du Fonds InvestEU;»

(e) Le paragraphe 4 est remplacé par le texte suivant:

«4. Le présent règlement ne s'applique pas:

a) aux régimes d'aides qui n'excluent pas explicitement le versement d'aides individuelles en faveur d'une entreprise faisant l'objet d'une injonction de récupération non exécutée, émise dans une décision antérieure de la Commission déclarant une aide octroyée par le même État membre illégale et incompatible avec le marché intérieur, exception faite des régimes d'aides destinés à remédier aux dommages causés par certaines calamités naturelles, et des régimes d'aides conformes à la section 2 *bis* ainsi qu'à la section 16 du chapitre III;

b) aux aides ad hoc en faveur d'une entreprise visée au point a);

c) aux aides aux entreprises en difficulté, exception faite des régimes d'aides destinés à remédier aux dommages causés par certaines calamités naturelles, des régimes d'aides en faveur des jeunes pousses, des régimes d'aides au fonctionnement à finalité régionale, des aides aux PME au sens de l'article 56 *septies* et des aides aux intermédiaires financiers couverts par la section 16 du chapitre III, pour autant que ces entreprises en difficulté ne soient pas traitées plus favorablement que d'autres entreprises.

* Règlement (UE) n° 1379/2013 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2013 portant organisation commune des marchés dans le secteur des produits de la pêche et de l'aquaculture, modifiant les règlements (CE) n° 1184/2006 et (CE) n° 1224/2009 du Conseil et abrogeant le règlement (CE) n° 104/2000 du Conseil (JO L 354 du 28.12.2013, p. 1).»

(2) L'article 2 est modifié comme suit:

(a) Les points 63, 64 et 65 sont supprimés.

(b) Le point 86 *ter* suivant est inséré:

«86 *ter*. “numérisation”: l'adoption de technologies réalisées par des appareils et/ou des systèmes électroniques permettant d'accroître la fonctionnalité du produit, de développer des services en ligne, de moderniser les processus ou de migrer vers des modèles commerciaux reposant sur la désintermédiation de la production de biens et de la fourniture de services, pour finalement induire des transformations;»

(c) Le point 138 est remplacé par le texte suivant:

«138) “réseau d’accès de nouvelle génération (NGA)” : un réseau avancé présentant au moins les caractéristiques suivantes:

i) il fournit à l’abonné, de manière fiable, des services à très haut débit au moyen d’une transmission à fibre optique (ou d’une technologie équivalente) suffisamment proche des locaux de l’utilisateur pour garantir la fourniture effective du très haut débit;

ii) il supporte un large éventail de services numériques avancés, notamment des services convergents exclusivement basés sur l’IP; et

iii) il offre des vitesses de téléchargement nettement plus élevées (que des réseaux à haut débit classique).

Au stade actuel de développement du marché et de la technologie, les réseaux NGA sont a) des réseaux d’accès à fibre optique (FttX), b) des réseaux câblés avancés et c) certains réseaux d’accès sans fil avancés capables d’offrir à l’abonné, de manière fiable, un très haut débit. Les réseaux NGA comprennent des réseaux capables de fournir des débits de téléchargement ascendants et descendants de 1 Gbps. Les références aux réseaux NGA comprennent les réseaux de transmission de nouvelle génération (NGN) lorsque ces derniers sont nécessaires au déploiement des réseaux NGA;»

(d) Le point 138 *bis* suivant est inséré:

«138 *bis*. “réseaux de transmission de nouvelle génération (NGN)” : réseaux de transmission évolués pouvant supporter le déploiement de réseaux NGA au moyen de la fibre optique (ou d’une technologie équivalente);»

(e) Les points 166 à 178 suivants sont ajoutés:

«Définitions applicables aux aides contenues dans les produits financiers bénéficiant du soutien du Fonds InvestEU

166) “Fonds InvestEU”, “garantie de l’Union”, “produit financier”, “banques ou institutions nationales de développement” et “partenaire chargé de la mise en œuvre”: le sens qu’en donnent les définitions figurant à l’article 2 du règlement sur le [programme InvestEU];

167) “intermédiaire financier”: tout établissement financier autre que le partenaire chargé de la mise en œuvre, quelle que soit sa forme ou sa structure de propriété, participant à l’exécution de garanties budgétaires. Ces intermédiaires peuvent comprendre, notamment, les banques, les établissements de crédit non bancaires, les fonds de placement, les établissements de microfinancement, les sociétés de garantie, les sociétés de crédit-bail et les banques ou institutions nationales de développement;

168) “intermédiaire financier commercial”: un intermédiaire financier qui exerce ses activités en recherchant un profit et à ses propres risques, sans bénéficier d’une garantie publique. Les banques ou institutions nationales de développement ne sont pas considérées comme des intermédiaires financiers commerciaux;

169) «projets d’intérêt commun dans le domaine des infrastructures de connectivité numérique»: le sens qu’en donne de la définition figurant à l’article 8 du règlement XX (règlement MIE2).

170) «cartographie appropriée» dans le contexte particulier de l’article 56 *sexies*, paragraphe 2, point b) i): la cartographie, datant au maximum de 18 mois, des infrastructures NGA/NGN qui desservent les locaux d’un acteur socio-économique éligible, ainsi que de la qualité des services en termes de débit fourni lors d’un pic ordinaire par de telles infrastructures. Cette cartographie est effectuée par l’autorité publique compétente, tient compte de toutes les infrastructures NGA/NGN existantes ou envisagées de manière crédible

au cours des trois années suivantes ou dans le même délai que l'intervention qu'il est prévu de soutenir, et est exécutée au niveau de l'adresse sur la base des locaux desservis (et non des locaux connectés);

171) “consultation publique” dans le contexte spécifique de l'article 56 *sexies*, paragraphe 2, point b) i): une consultation publique menée par l'autorité publique compétente au moyen d'une publication sur un site web approprié disponible pour toutes les parties intéressées pendant au moins un mois, dans le but de recueillir des informations étayées de la part de parties prenantes concernant les infrastructures NGA/NGN existantes ou envisagées de manière crédible au cours des trois années suivantes ou dans le même délai que l'intervention qu'il est prévu de soutenir, qui desservent les locaux d'un acteur socio-économique éligible, sur le fondement d'informations au niveau de l'adresse sur la base des locaux desservis;

172) “locaux desservis” dans le contexte spécifique de l'article 56 *sexies*, paragraphe 2, point b) i): les locaux qui peuvent être connectés, à brève échéance et à des prix abordables pour l'utilisateur final (frais d'activation), que ces locaux soient ou non connectés au réseau. Un opérateur ne peut affirmer que les locaux sont desservis que si, à la suite d'une demande d'un utilisateur final, il s'engage à connecter les locaux pour des frais d'activation normaux, à savoir sans frais supplémentaires ou exceptionnels si cela constitue la pratique commerciale ordinaire et, en tout état de cause, sans dépasser le coût habituel dans l'État membre concerné, qui peut être défini par l'autorité compétente. En outre, l'opérateur doit être en mesure de connecter les locaux spécifiques et d'activer le service pour ces locaux dans les quatre semaines suivant la date de la demande;

173) “services sociaux”: des services bien définis répondant à des besoins sociaux concernant notamment les soins de santé et de longue durée, la garde d'enfants, l'accès et la réinsertion sur le marché du travail, le logement social (fourniture de logements sociaux aux personnes défavorisées ou aux groupes sociaux moins avantagés qui, pour des raisons de solvabilité, ne sont pas en mesure de trouver un logement aux conditions du marché), ainsi que les soins et l'inclusion sociale des groupes vulnérables (comme expliqué au considérant 11 de la décision 2012/21/UE* ou dans les actes juridiques ultérieurs remplaçant ladite décision);

174) “nœud urbain RTE-T”: une zone urbaine dans laquelle les infrastructures de transport du réseau RTE-T, telles que les ports, y compris leurs terminaux de voyageurs, les aéroports, les gares ferroviaires, les plateformes logistiques et les terminaux de fret se trouvant à l'intérieur et autour de l'agglomération urbaine, sont connectées avec d'autres parties de ces infrastructures et avec les infrastructures de trafic régional et local, comme défini à l'article 3, point p), du règlement (UE) n° 1315/2013 du Parlement européen et du Conseil**;

175) “nouvel arrivant”: une entreprise ferroviaire telle que définie à l'article 3, point 1), de la directive 2012/34/UE du Parlement européen et du Conseil***, qui remplit les conditions suivantes:

- (a) elle a reçu une licence en vertu de l'article 17, paragraphe 3, de la directive 2012/34/UE moins de dix ans avant l'octroi de l'aide;
- (b) elle n'est pas liée, au sens de l'article 3, paragraphe 3, de l'annexe I du présent règlement, à une entreprise ferroviaire ayant reçu une licence dans un État membre, quel qu'il soit, avant le 1^{er} janvier 2010;

(176) “écosystème”, “biodiversité” et “bon état d'un écosystème”: le sens qu'en donnent les définitions figurant à l'article 2, paragraphe 1, du [(projet de) règlement du Parlement européen et du Conseil sur l'établissement d'un cadre pour favoriser les investissements durables];

177) “bâtiment résidentiel”: un bâtiment constitué de logements unifamiliaux ou plurifamiliaux dans lequel les entités non résidentielles n’occupent pas plus de [25] % de la surface au sol totale;

178) “petite entreprise à moyenne capitalisation”: une entreprise dont le nombre de salariés n’excède pas 499, calculé sur la base des articles 3 à 5 de l’annexe I, dont le chiffre d’affaires annuel n’excède pas 100 millions EUR ou dont le bilan annuel n’excède pas 86 millions EUR; plusieurs entités sont considérées comme une seule entreprise si l’une des conditions énumérées à l’article 3, paragraphe 3, de l’annexe I est remplie;

* Décision de la Commission du 20 décembre 2011 relative à l’application de l’article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l’Union européenne aux aides d’État sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d’intérêt économique général (JO L 7 du 11.1.2012, p. 3).

** Règlement (UE) n° 1315/2013 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2013 sur les orientations de l’Union pour le développement du réseau transeuropéen de transport et abrogeant la décision n° 661/2010/UE (JO L 348 du 20.12.2013, p. 1).

*** Directive 2012/34/UE du Parlement européen et du Conseil du 21 novembre 2012 établissant un espace ferroviaire unique européen (JO L 343 du 14.12.2012, p. 32).»

(3) À l’article 4, le paragraphe 1 est modifié comme suit:

(a) Le point f) est remplacé par le texte suivant:

«f) en ce qui concerne les aides aux entreprises participant à des projets de coopération territoriale européenne: aides visées à l’article 20: 2 millions EUR par entreprise et par projet; aides visées à l’article 20 *bis*: montants fixés à l’article 20 *bis*, paragraphe 2, par entreprise et par projet;»

(b) Au point i), les points vii) à x) suivants sont ajoutés:

«vii) aides octroyées à des PME pour des projets de recherche et de développement ayant reçu un label d’excellence et mises en œuvre en vertu de l’article 25 *bis*: le montant visé à l’article 25 *bis*;

viii) aides octroyées pour des actions Marie Skłodowska-Curie et “validation de concept” du CER mises en œuvre en vertu de l’article 25 *ter*: les montants visés à l’article 25 *ter*;

ix) aides contenues dans des projets de cofinancement en faveur de la recherche et du développement mises en œuvre en vertu de l’article 25 *quater*: les montants visés à l’article 25 *quater*;

x) aides en faveur d’actions de formation d’équipe: les montants définis à l’article 25 *quinquies*;»

(c) Le point gg) suivant est ajouté:

«en ce qui concerne les aides contenues dans des produits financiers bénéficiant d’un soutien du Fonds InvestEU: les montants fixés à la section 16 du chapitre III.»

(4) À l’article 5, paragraphe 2, le point l) suivant est ajouté:

«l) les aides contenues dans des produits financiers bénéficiant d’un soutien du Fonds InvestEU, lorsque les conditions définies à la section 16 du chapitre III sont remplies.»

(5) À l’article 6, paragraphe 5, les points i), j) et k) suivants sont ajoutés:

«i) les aides octroyées à des entreprises participant à des projets de coopération territoriale européenne, lorsque les conditions applicables définies à l'article 20 ou à l'article 20 *bis* sont remplies;

j) les aides aux projets de recherche et de développement ayant reçu un label d'excellence, aux actions Marie Skłodowska-Curie et "validation de concept" du CER ayant reçu un label d'excellence, les aides contenues dans des projets de cofinancement et des actions de formation d'équipes cofinancées, lorsque les conditions applicables définies aux articles 25 *bis*, 25 *ter*, 25 *quater* ou 25 *quinquies* sont remplies;

k) les aides contenues dans des produits financiers bénéficiant d'un soutien du Fonds InvestEU, lorsque les conditions définies à la section 16 du chapitre III sont remplies.»

(6) À l'article 7, paragraphe 1, le second alinéa est remplacé par le texte suivant:

«Le montant des coûts admissibles peut être calculé conformément aux options de coûts simplifiés prévues par le règlement (UE) n° 1303/2013 du Parlement européen et du Conseil*, ou du [nouveau règlement PDC], selon le cas, pour autant que l'opération soit au moins en partie financée par un Fonds de l'Union qui autorise l'utilisation de ces options de coûts simplifiés et que la catégorie de coûts soit admissible au regard de la disposition d'exemption applicable.

* Règlement (UE) n° 1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et abrogeant le règlement (CE) n° 1083/2006 du Conseil (JO L 347 du 20.12.2013, p. 320).»

(7) L'article 8 est modifié comme suit:

(a) Au paragraphe 3, le point b) est remplacé par le texte suivant:

«b) toute autre aide d'État portant sur les mêmes coûts admissibles, se chevauchant en partie ou totalement, uniquement dans les cas où ce cumul ne conduit pas à un dépassement de l'intensité ou du montant d'aide les plus élevés applicables à ces aides en vertu du présent règlement.

Le financement fourni aux bénéficiaires finals au titre du soutien du Fonds InvestEU conformément à la section 16 du chapitre III et le coût qu'il couvre ne sont pas pris en considération pour déterminer si les dispositions du paragraphe 3 en matière de cumul sont satisfaites. Au lieu de cela, le montant à prendre en compte aux fins du respect des dispositions est calculé en déduisant tout d'abord le montant nominal du financement bénéficiant d'un soutien du Fonds InvestEU des coûts totaux admissibles du projet, puis en calculant l'intensité d'aide la plus élevée ou le montant d'aide le plus élevé applicable à l'aide en vertu du présent règlement en se fondant uniquement sur les coûts totaux admissibles restants. Il n'est pas tenu compte non plus du montant nominal du financement fourni aux bénéficiaires finals au titre du soutien du Fonds InvestEU, en ce qui concerne les articles pour lesquels le seuil de notification est exprimé sous la forme d'un montant d'aide maximal, pour déterminer si le seuil de notification prévu à l'article 4 est respecté.

À l'inverse, en ce qui concerne les prêts de premier rang ou les garanties portant sur des prêts de premier rang bénéficiant d'un soutien du Fonds InvestEU couverts par la section 16 du chapitre III, les aides contenues dans de tels prêts ou de telles garanties qui sont octroyées aux bénéficiaires finals peuvent être calculées sur la base du taux de référence en vigueur au moment de l'octroi desdites aides et peuvent être utilisées pour garantir qu'un cumul avec

toute autre aide pour les mêmes coûts admissibles identifiables ne conduit pas à un dépassement de l'intensité d'aide la plus élevée ou du montant d'aide le plus élevé applicables aux aides conformément au présent règlement ou du seuil de notification applicable en vertu du présent règlement.»

(b) Le paragraphe 4 est remplacé par le texte suivant:

«4. Les aides aux coûts admissibles non identifiables exemptées en vertu des articles 20 *bis*, 21, 22 et 23 et de la section 16 du chapitre III peuvent être cumulées avec n'importe quelle autre aide d'État ayant des coûts admissibles identifiables. Les aides aux coûts admissibles non identifiables peuvent être cumulées avec n'importe quelle autre aide d'État aux coûts admissibles non identifiables, à concurrence du seuil de financement total le plus élevé applicable fixé, dans les circonstances propres à chaque cas, par le présent règlement ou un autre règlement d'exemption par catégorie ou une décision adoptés par la Commission.»

(8) À l'article 9, les paragraphes 1 et 2 sont remplacés par le texte suivant:

«1. L'État membre concerné veille à ce que les informations suivantes soient publiées sur un site internet exhaustif consacré aux aides d'État, au niveau national ou régional:

- (a) les informations succinctes visées à l'article 11, présentées en utilisant le formulaire type établi à l'annexe II, ou un lien permettant d'y accéder;
- (b) le texte intégral de chaque mesure d'aide, comme indiqué à l'article 11, ou un lien permettant d'y accéder;
- (c) les informations précisées à l'annexe III concernant chaque aide individuelle de plus de 500 000 EUR, ou, pour les bénéficiaires actifs dans la production agricole primaire, chaque aide individuelle de plus de 60 000 EUR.

En ce qui concerne les aides octroyées en faveur de projets de coopération territoriale européenne visées à l'article 20, les informations mentionnées dans le présent paragraphe sont placées sur le site internet de l'État membre dans lequel se trouve l'autorité de gestion concernée, telle que définie à l'article 21 du règlement (UE) n° 1299/2013 du Parlement européen et du Conseil, ou à [l'article 44 du nouveau règlement CTE], selon le cas. Les États membres participants peuvent aussi décider, à l'inverse, que chacun d'eux fournira les informations concernant les mesures d'aide mises en œuvre sur son territoire sur son propre site internet. En ce qui concerne les aides octroyées en faveur de projets de coopération territoriale européenne visées à l'article 20 *bis*, les obligations en matière de publication établies au présent paragraphe ne s'appliquent pas.

2. Pour les régimes sous forme d'avantages fiscaux, ainsi que pour les régimes relevant des articles 16 et 21*, les conditions énoncées au paragraphe 1, point c), du présent article sont considérées comme remplies si l'État membre concerné publie les informations requises pour les montants des aides individuelles en utilisant les fourchettes suivantes (en millions EUR):

0,06-0,5 (pour la production agricole primaire uniquement);

0,5-1;

1-2;

2-5;

5-10;

10-30; et

30 et plus.»

* Pour les régimes relevant des articles 16 et 21 du présent règlement, une dérogation à l'obligation de publier des informations concernant chaque aide individuelle de plus de 500 000 EUR peut être accordée pour les PME qui n'ont effectué aucune vente commerciale sur aucun marché.

(9) L'article 11 est remplacé par le texte suivant:

«Article 11

Communication des informations et rapports

«Les États membres ou, dans le cas des aides octroyées en faveur de projets de coopération territoriale européenne relevant de l'article 20, l'État membre dans lequel se trouve l'autorité de gestion, telle que définie à l'article 21 du règlement (UE) n° 1299/2013, ou à [l'article 44 du nouveau règlement CTE], selon le cas, transmettent à la Commission:

- (a) par l'intermédiaire du système de notification électronique de la Commission, les informations succinctes concernant chaque mesure d'aide exemptée par le présent règlement en utilisant le formulaire type établi à l'annexe II, ainsi qu'un lien fournissant l'accès au texte intégral de la mesure d'aide, y compris ses modifications, dans les 20 jours ouvrables qui suivent son entrée en vigueur;
- (b) comme indiqué dans le règlement (CE) n° 794/2004 de la Commission*, tel que modifié, un rapport annuel sous forme électronique concernant l'application du présent règlement et contenant les informations précisées dans le règlement d'application, pour chaque année complète ou chaque partie de l'année durant laquelle le présent règlement s'applique.

Le présent article ne s'applique pas aux aides octroyées en faveur de projets de coopération territoriale européenne visées à l'article 20 *bis*.»

* Règlement (CE) n° 794/2004 de la Commission du 21 avril 2004 concernant la mise en œuvre du règlement (CE) n° 659/1999 du Conseil du 22 mars 1999 portant modalités d'application de l'article 93 du traité CE (JO L 140 du 30.4.2004, p. 1).

(10) À l'article 12, le paragraphe 1 est remplacé par le texte suivant:

«1. Afin de permettre à la Commission de contrôler les aides exemptées de l'obligation de notification par le présent règlement, les États membres ou, dans le cas des aides octroyées en faveur de projets de coopération territoriale européenne visées à l'article 20, l'État membre dans lequel se trouve l'autorité de gestion, conservent des dossiers détaillés contenant les informations et les pièces justificatives nécessaires pour établir si toutes les conditions énoncées dans le présent règlement sont remplies. Ces dossiers sont conservés pendant dix ans à compter de la date d'octroi de l'aide ad hoc ou de la dernière aide octroyée au titre du régime considéré. Le présent article ne s'applique pas aux aides octroyées en faveur de projets de coopération territoriale européenne visées à l'article 20 *bis*.»

(11) À l'article 14, le paragraphe 15 est remplacé par le texte suivant:

«15. Pour ce qui est des investissements initiaux liés à des projets de coopération territoriale européenne relevant du règlement (UE) n° 1299/2013, ou du [nouveau règlement CTE], l'intensité d'aide applicable à la zone dans laquelle l'investissement initial est effectué s'applique à tous les bénéficiaires qui participent au projet. Si l'investissement initial est réalisé dans au moins deux zones assistées, l'intensité d'aide maximale est celle applicable à la zone assistée dans laquelle le montant le plus élevé des coûts admissibles est supporté. Dans les zones assistées admissibles au bénéfice d'une aide en vertu de l'article 107, paragraphe 3, point c), du traité, cette disposition ne s'applique aux grandes entreprises que si l'investissement initial concerne une nouvelle activité économique.»

(12) À l'article 16, le paragraphe 4 est remplacé par le texte suivant:

«4. Les coûts admissibles sont les coûts totaux du projet de développement urbain dans la mesure où ils sont conformes aux articles 37 et 65 du règlement (UE) n° 1303/2013, ou du [nouveau règlement PDC], selon le cas.»

(13) Le titre suivant est inséré après l'article 19:

«Section 2 bis

Aides à la coopération territoriale européenne»

(14) L'article 20 est remplacé par le texte suivant:

«Article 20

Aides couvrant les coûts supportés par les entreprises participant à des projets de coopération territoriale européenne

1. Les aides couvrant les coûts supportés par les entreprises participant à des projets de coopération territoriale européenne relevant du règlement (UE) n° 1299/2013 ou du [nouveau règlement CTE] sont compatibles avec le marché intérieur au sens de l'article 107, paragraphe 3, du traité et sont exemptées de l'obligation de notification prévue à l'article 108, paragraphe 3, du traité, pour autant que les conditions prévues par le présent article et au chapitre I soient remplies.

2. Dans la mesure où ils sont liés au projet de coopération, les coûts suivants, tels que définis dans le règlement délégué (UE) n° 481/2014 de la Commission*, ou [aux articles 38 à 43 du nouveau règlement CTE], selon le cas, sont admissibles:

- (a) les frais de personnel;
- (b) les frais de bureau et les frais administratifs;
- (c) les frais de déplacement et d'hébergement;
- (d) les frais liés au recours à des compétences et à des services externes;
- (e) les frais d'équipement; et
- (f) les frais d'infrastructures et de travaux.

3. Les compétences et les services visés au paragraphe 2, point d), ne constituent pas une activité permanente ou périodique et sont sans rapport avec les dépenses de fonctionnement habituelles de l'entreprise, telles que celles liées aux services réguliers de conseil fiscal ou juridique, ou à la publicité courante.

4. L'intensité d'aide n'excède pas le taux de cofinancement maximal prévu par le règlement (UE) n° 1299/2013 ou par le [nouveau règlement CTE].

* Règlement délégué (UE) n° 481/2014 de la Commission du 4 mars 2014 complétant le règlement (UE) n° 1299/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne des règles particulières concernant l'éligibilité des dépenses pour les programmes de coopération (JO L 138 du 13.5.2014, p. 45).»

(15) L'article 20 bis suivant est inséré:

«Article 20 bis

Aides limitées octroyées aux entreprises pour leur participation à des projets de coopération territoriale européenne

1. Les aides octroyées aux entreprises pour leur participation à des projets de coopération territoriale européenne relevant du règlement (UE) n° 1299/2013 ou du [nouveau règlement CTE] sont compatibles avec le marché intérieur au sens de l'article 107, paragraphe 3, du traité et sont exemptées de l'obligation de notification prévue à l'article 108, paragraphe 3, du traité, pour autant que les conditions prévues par le présent article et au chapitre I soient remplies.

2. Le montant total des aides relevant du présent article octroyées n'excède pas 20 000 EUR par entreprise et par projet.»

(16) À l'article 25, le paragraphe 1 est remplacé par le texte suivant:

«1. Les aides aux projets de recherche et de développement, y compris les projets de recherche et de développement ayant reçu un label d'excellence au titre du programme Horizon 2020 ou du programme Horizon Europe, sont compatibles avec le marché intérieur au sens de l'article 107, paragraphe 3, du traité et sont exemptées de l'obligation de notification prévue à l'article 108, paragraphe 3, du traité, pour autant que les conditions prévues par le présent article et au chapitre I soient remplies.»

(17) Les articles 25 *bis* à 25 *quinquies* suivants sont insérés:

«Article 25 bis

Aides en faveur de projets ayant reçu un label d'excellence

1. Les aides octroyées à des PME pour des projets de recherche et de développement et des études de faisabilité ayant reçu un label d'excellence au titre des programmes Horizon 2020 ou Horizon Europe sont compatibles avec le marché intérieur au sens de l'article 107, paragraphe 3, du traité et sont exemptées de l'obligation de notification prévue à l'article 108, paragraphe 3, du traité, pour autant que les conditions prévues par le présent article et au chapitre I soient remplies.

2. Les activités admissibles du projet de recherche et de développement ou de l'étude de faisabilité bénéficiant de l'aide sont celles définies comme admissibles par les règles du programme Horizon 2020 ou du programme Horizon Europe, à l'exclusion des activités dépassant le stade des activités de développement expérimental.

3. Les catégories, montants maximaux et méthodes de calcul des coûts admissibles du projet de recherche et de développement ou de l'étude de faisabilité bénéficiant de l'aide sont ceux définis comme admissibles par les règles des programmes Horizon 2020 ou Horizon Europe.

4. Le montant maximal de l'aide ne dépasse pas 2,5 millions EUR par PME par projet de recherche et de développement ou étude de faisabilité.

5. Le financement public total fourni pour chaque projet de recherche et de développement ou chaque étude de faisabilité ne dépasse pas le taux de financement fixé pour ce projet de recherche et de développement ou cette étude de faisabilité par les règles des programmes Horizon 2020 ou Horizon Europe.

Article 25 ter

Aides en faveur des actions Marie Skłodowska-Curie et des actions «validation de concept» du CER

1. Les aides octroyées pour des actions Marie Skłodowska-Curie et des actions «validation de concept» du CER ayant reçu un label d'excellence au titre des programmes Horizon 2020 ou Horizon Europe sont compatibles avec le marché intérieur au sens de l'article 107, paragraphe 3, du traité et sont exemptées de l'obligation de notification prévue à l'article 108,

paragraphe 3, du traité, pour autant que les conditions prévues par le présent article et au chapitre I soient remplies.

2. Les activités admissibles de l'action bénéficiant de l'aide sont celles définies comme admissibles par les règles des programmes Horizon 2020 ou Horizon Europe.

3. Les catégories, montants maximaux et méthodes de calcul des coûts admissibles de l'action bénéficiant de l'aide sont ceux définis comme admissibles par les règles des programmes Horizon 2020 ou Horizon Europe.

4. Le financement public total fourni pour chaque action bénéficiant de l'aide ne dépasse pas le niveau maximal de soutien prévu dans les programmes Horizon 2020 ou Horizon Europe.

Article 25 quater

Aides contenues dans des projets de recherche et de développement cofinancés

1. Toute aide octroyée à un projet de recherche et de développement ou à une étude de faisabilité bénéficiant d'un cofinancement (y compris les projets de recherche et de développement mis en œuvre dans le cadre d'un partenariat européen institutionnalisé fondé sur l'article 185 ou l'article 187 du traité ou une action de cofinancement au titre du programme, au sens des règles du programme Horizon Europe) mis en œuvre par au moins trois États membres et évalués, classés et sélectionnés par des experts indépendants à la suite d'appels transnationaux conformes aux règles des programmes Horizon 2020 ou Horizon Europe est compatible avec le marché intérieur au sens de l'article 107, paragraphe 3, du traité et est exemptée de l'obligation de notification prévue à l'article 108, paragraphe 3, du traité, pour autant que les conditions prévues par le présent article et au chapitre I soient remplies.

2. Les activités admissibles du projet de recherche et de développement ou de l'étude de faisabilité bénéficiant de l'aide sont celles définies comme admissibles par les règles du programme Horizon 2020 ou du programme Horizon Europe, à l'exclusion des activités dépassant le stade des activités de développement expérimental.

3. Les catégories, montants maximaux et méthodes de calcul des coûts admissibles sont ceux définis comme admissibles par les règles des programmes Horizon 2020 ou Horizon Europe.

4. Le financement public total fourni ne dépasse pas le taux de financement établi pour le projet de recherche et de développement ou l'étude de faisabilité à la suite de la sélection, du classement et de l'évaluation selon les règles des programmes Horizon 2020 ou Horizon Europe.

5. Le financement prévu par les programmes Horizon 2020 ou Horizon Europe couvre au moins 30 % des coûts admissibles totaux d'une action de recherche et d'innovation ou d'une action d'innovation au sens des programmes Horizon 2020 ou Horizon Europe.

Article 25 quinquies

Aides en faveur des actions de formation d'équipes

1. Les aides octroyées aux actions cofinancées de formation d'équipes, qui concernent au moins deux États membres et qui sont évaluées, classées et sélectionnées par des experts indépendants à la suite d'appels transnationaux selon les règles des programmes Horizon 2020 ou Horizon Europe, sont compatibles avec le marché intérieur au sens de l'article 107, paragraphe 3, du traité et sont exemptées de l'obligation de notification prévue à l'article 108, paragraphe 3, du traité, pour autant que les conditions prévues par le présent article et au chapitre I soient remplies.

2. Les activités admissibles d'une action cofinancée de formation d'équipes sont celles définies comme admissibles par les règles des programmes Horizon 2020 ou Horizon Europe, à l'exclusion, le cas échéant, des activités dépassant le stade des activités de développement expérimental.

3. Les catégories, montants maximaux et méthodes de calcul des coûts admissibles sont ceux définis comme admissibles par les règles des programmes Horizon 2020 ou Horizon Europe. Sont en outre admissibles les coûts d'investissement dans des actifs corporels et incorporels liés au projet.

4. Le financement public total fourni ne dépasse pas le taux de financement établi pour l'action de formation d'équipes à la suite de la sélection, du classement et de l'évaluation selon les règles des programmes Horizon 2020 ou Horizon Europe. En outre, pour les investissements dans des actifs corporels et incorporels liés au projet, l'aide ne dépasse pas 70 % des coûts d'investissement.

5. En ce qui concerne les aides à l'investissement en faveur d'infrastructures octroyées dans le cadre d'une action de formation d'équipes, les conditions supplémentaires suivantes s'appliquent:

- (a) si l'infrastructure exerce à la fois des activités économiques et des activités non économiques, le financement, les coûts et les revenus de chaque type d'activités sont comptabilisés séparément, sur la base de principes de comptabilisation des coûts appliqués de manière cohérente et objectivement justifiables;
- (b) le prix à payer pour l'exploitation ou l'utilisation de l'infrastructure correspond au prix du marché;
- (c) l'accès à l'infrastructure est ouvert à plusieurs utilisateurs et est octroyé sur une base transparente et non discriminatoire. Les entreprises qui ont financé au moins 10 % des coûts d'investissement de l'infrastructure peuvent bénéficier d'un accès privilégié à cette dernière à des conditions plus favorables. Afin d'éviter toute surcompensation, cet accès privilégié est proportionnel à la contribution de l'entreprise aux coûts d'investissement et les conditions de cet accès privilégié sont rendues publiques;
- (d) lorsque l'infrastructure reçoit un financement public à la fois pour des activités économiques et pour des activités non économiques, les États membres mettent en place un mécanisme de contrôle et de récupération afin de garantir que l'intensité d'aide applicable ne sera pas dépassée à la suite d'une hausse de la part des activités économiques par rapport à la situation envisagée au moment de l'attribution de l'aide.»

(18) La section 16 suivante est insérée après l'article 56 *quater*:

«Section 16

Aides contenues dans les produits financiers bénéficiant du soutien du Fonds InvestEU

Article 56 quinquies

Champ d'application et conditions communes

1. La présente section s'applique aux aides contenues dans les produits financiers bénéficiant du soutien du Fonds InvestEU qui viennent en aide aux partenaires chargés de la mise en œuvre, aux intermédiaires financiers et/ou aux bénéficiaires finals.

2. Les aides sont compatibles avec le marché intérieur au sens de l'article 107, paragraphe 3, du traité et sont exemptées de l'obligation de notification prévue à l'article 108, paragraphe 3, du traité, pour autant que les conditions prévues au chapitre I, par le présent article et par l'article 56 *sexies* ou l'article 56 *septies* soient remplies.

3. Les aides doivent satisfaire à l'ensemble des conditions applicables définies dans le règlement [référence] [relatif au Fonds InvestEU] et les lignes directrices relatives aux investissements InvestEU [référence] qui l'accompagnent.

4. Les seuils maximaux fixés aux articles 56 *sexies* et 56 *septies* s'appliquent aux financements en cours totaux dans la mesure où ces financements contiennent une aide, fournie au titre de n'importe quel produit financier soutenu par le Fonds InvestEU. Les seuils maximaux s'appliquent:

- (a) par projet dans le cas d'une aide couverte par l'article 56 *sexies*, paragraphes 2 et 3, l'article 56 *sexies*, paragraphe 4, point a) i), l'article 56 *sexies*, paragraphes 5 et 6, l'article 56 *sexies*, paragraphe 7, points a) et b), et l'article 56 *sexies*, paragraphe 8;
- (b) par bénéficiaire final dans le cas d'une aide couverte par l'article 56 *sexies*, paragraphe 4, point a) ii) et iii), l'article 56 *sexies*, paragraphe 7, point d), l'article 56 *sexies*, paragraphe 9, et l'article 56 *septies*.

5. Les aides ne prennent pas la forme d'un refinancement ou de garanties couvrant les portefeuilles existants d'intermédiaires financiers.

Article 56 sexies

Conditions applicables aux aides contenues dans les produits financiers bénéficiant du soutien du Fonds InvestEU

1. Les aides au bénéficiaire final au titre d'un produit financier soutenu par le Fonds InvestEU sont conformes:

- (a) aux conditions énoncées à l'un des paragraphes 2 à 9; et
- (b) si le financement est fourni sous la forme de prêts au bénéficiaire final, il est assorti d'un taux d'intérêt correspondant au moins au taux de base du taux de référence applicable au moment de l'octroi du prêt.

2. Les aides en faveur des infrastructures transeuropéennes de connectivité numérique satisfont aux exigences suivantes:

- (a) Conditions générales cumulatives:
 - i) le projet est un projet d'intérêt commun dans le domaine des infrastructures de connectivité numérique au sens du règlement XX (règlement MIE2);
 - ii) le montant nominal du financement total fourni à tout bénéficiaire final par projet au titre du soutien du Fonds InvestEU n'excède pas 100 millions EUR;
 - iii) le bénéficiaire apporte une contribution financière équivalant à au moins 25 % des coûts admissibles, au moyen de ses propres ressources ou d'un financement extérieur dont la forme ne fait l'objet d'aucun soutien financier public. À défaut, lorsque ce financement extérieur est fourni par l'intermédiaire d'une plateforme d'investissement combinant différentes sources de financement, cette condition est remplacée par la présence sur cette plateforme de 30 % d'investissements privés;

- iv) seuls les coûts d'investissement admissibles en vertu du règlement XX (règlement MIE2) pour le déploiement de l'infrastructure sont admissibles au bénéfice de l'aide;
- v) le projet est sélectionné conformément au règlement XX (règlement MIE2): i) par un intermédiaire financier indépendant désigné par la Commission européenne sur la base de lignes directrices communes en matière d'investissement; ii) par la Commission européenne au moyen d'une procédure de mise en concurrence fondée sur des critères clairs, transparents et non discriminatoires; ou iii) par des experts indépendants désignés par la Commission européenne;
- vi) le projet permet des capacités de connexion allant au-delà des exigences liées aux obligations légales existantes, telles que celles incluses dans une licence d'exploitation du spectre;
- vii) le projet assure un accès de gros ouvert aux tiers, notamment le dégroupage à des conditions équitables, raisonnables et non discriminatoires, conformément à l'article 52, paragraphes 5 et 6; aux fins du présent article, un projet peut proposer un dégroupage virtuel équivalent au lieu d'un dégroupage physique si le produit d'accès virtuel est reconnu comme équivalent à un dégroupage physique par l'autorité de régulation nationale d'un État membre ou par la Commission;
- viii) le projet relève de l'une des catégories de projets spécifiées au point b) ci-dessous et remplit les conditions particulières correspondantes.

(b) Conditions spécifiques:

- i) les critères spécifiques cumulatifs suivants s'appliquent aux investissements dans des réseaux capables de fournir des vitesses symétriques de téléchargement ascendant et descendant d'au moins 1 Gbps:
 - le projet vise à connecter des acteurs socio-économiques au sens de l'article 8, paragraphe 3, point a), du règlement XX (règlement MIE2) qui sont des entreprises publiques ou privées chargées de la gestion de services d'intérêt économique général dans les domaines de l'éducation, des services sociaux, y compris la santé, l'administration publique, les transports, les services postaux, la culture, visés à l'article 106, paragraphe 2, du traité et conformément à la décision 2012/21/UE de la Commission ou aux actes juridiques ultérieurs remplaçant ladite décision;
 - le projet est fondé sur une défaillance du marché constatée, vérifiée par une cartographie appropriée disponible, ou, lorsqu'une telle cartographie n'est pas disponible, par une consultation publique;
 - les acteurs socio-économiques admissibles ne peuvent être connectés qu'à l'infrastructure du projet s'ils n'ont pas accès à des infrastructures existantes ou envisagées de manière crédible au cours des trois années suivantes ou dans le même délai que l'intervention qu'il est prévu de soutenir qui sont capables de fournir des vitesses symétriques de téléchargement ascendant et descendant d'au moins 200 Mbps ou une vitesse de téléchargement descendant d'au moins 500 Mbps;

- le projet démontre un changement radical en ce sens qu'à la suite de l'intervention pour laquelle une aide a été octroyée, i) un nouvel investissement substantiel est réalisé dans le réseau à haut débit et ii) l'infrastructure subventionnée apporte au marché de nouvelles capacités considérables en termes de disponibilité, de capacité, de vitesse et de concurrence des services à haut débit par rapport aux infrastructures existantes ou envisagées de manière crédible au cours des trois années suivantes ou dans le même délai que l'intervention qu'il est prévu de soutenir. Pour qu'un projet soit considéré comme apportant de nouveaux investissements substantiels, ces investissements doivent aller au-delà des investissements marginaux liés à la simple mise à niveau des composantes actives du réseau. En ce qui concerne l'apport au marché de nouvelles capacités considérables en termes de disponibilité, de capacité, de vitesse et de concurrence des services à haut débit, l'infrastructure subventionnée i) garantit au minimum le doublement des vitesses de téléchargement ascendant et descendant par rapport aux infrastructures existantes et/ou prévues et ii) est capable de fournir des vitesses symétriques de téléchargement ascendant et descendant d'au moins 1 Gbps;
 - aucune aide ne peut être accordée pour des projets incluant des zones dans lesquelles deux réseaux NGA/NGN sont présents ou sont envisagés de manière crédible au cours des trois années suivantes ou dans le même délai que l'intervention qu'il est prévu de soutenir ou incluant des zones dans lesquelles au moins un réseau à très haute capacité capable de fournir des vitesses symétriques de téléchargement ascendant et descendant d'au moins 1 Gbps est présent ou est envisagé de manière crédible au cours des trois années suivantes ou dans le même délai que l'intervention qu'il est prévu de soutenir;
- ii) les critères spécifiques cumulatifs suivants s'appliquent aux investissements transfrontières dans le déploiement de corridors 5G le long des principaux axes de transport:
- le projet assure une couverture transnationale ininterrompue dans un corridor 5G le long des principaux axes de transport, y compris les routes, le rail et les voies navigables intérieures, au sens du règlement XX (règlement MIE2);
 - le projet consiste en un tronçon transfrontalier au sens du règlement XX (règlement MIE2) qui i) associe au moins deux États membres en franchissant la frontière entre deux ou plusieurs États membres, ou ii) franchit la frontière d'au moins un État membre et d'un pays de l'Espace économique européen;
 - le projet garantit un nouvel investissement substantiel dans le réseau à haut débit qui va au-delà des investissements marginaux liés à la simple mise à niveau des composantes actives du réseau;
 - le projet soutient le déploiement de nouvelles infrastructures passives uniquement si les infrastructures passives existantes ne peuvent pas être réutilisées;

- iii) les critères spécifiques cumulatifs suivants s'appliquent aux projets de réseaux dorsaux téra-bit transfrontaliers interconnectant certaines installations de calcul, installations de supercalcul et infrastructures de données, telles que définies ci-après:
- le projet soutient l'interconnexion avec une connectivité de bout en bout illimitée de 1 Tbps au minimum, soit par connexion directe soit par déploiement des éléments nécessaires pour intégrer un réseau dorsal paneuropéen, d'au moins deux installations de calcul, installations de supercalcul ou infrastructures de données i) qui participent à l'entreprise commune pour le calcul à haute performance européen établie par le règlement (UE) 2018/1488 du Conseil [règlement (UE) 2018/1488 du Conseil du 28 septembre 2018 établissant l'entreprise commune pour le calcul à haute performance européen, ST/10594/2018/INIT (JO L 252 du 8.10.2018, p. 1)], à des infrastructures de recherche, à des pôles d'excellence et à des missions au sens du règlement XX/XXXX (règlement Horizon Europe) et du règlement (CE) n° 723/2009 du Conseil du 25 juin 2009 relatif à un cadre juridique communautaire applicable à un Consortium pour une infrastructure européenne de recherche (ERIC) (JO L 206 du 8.8.2009, p. 1), et ii) qui sont situées dans au moins deux États membres de l'UE ou dans un État membre de l'UE et un membre de l'Espace européen de recherche;
 - le projet garantit un nouvel investissement substantiel dans le réseau à haut débit qui va au-delà des investissements marginaux, tels que les investissements liés à de simples mises à niveau des logiciels ou à l'octroi de licences;
 - le projet est mis en œuvre par l'acquisition de capacités et/ou d'équipements réalisée dans le cadre de marchés publics;
 - le projet soutient le déploiement de nouvelles infrastructures passives uniquement si les infrastructures passives existantes ne peuvent pas être réutilisées;
- iv) les critères spécifiques cumulatifs suivants s'appliquent aux projets transfrontaliers de réseaux dorsaux interconnectant des infrastructures en nuage:
- le projet vise à interconnecter des infrastructures en nuage d'acteurs socio-économiques au sens de l'article 8, paragraphe 3, point a), du règlement XX (règlement MIE2) qui sont des entreprises publiques ou privées chargées de la gestion de services d'intérêt économique général dans les domaines de l'éducation, des services sociaux, y compris la santé, l'administration publique, les transports, les services postaux, la culture, visés à l'article 106, paragraphe 2, du traité et conformément à la décision 2012/21/UE* de la Commission ou aux actes juridiques ultérieurs remplaçant ladite décision;
 - le projet vise à déployer de nouveaux réseaux dorsaux transfrontaliers ou à procéder à une mise à niveau significative de réseaux existants qui i) associent au moins deux États membres en

franchissant la frontière entre deux ou plusieurs États membres, ou ii) franchissent la frontière d'au moins un État membre et d'un pays de l'Espace économique européen;

- le projet couvre au moins trois entités parmi les acteurs socio-économiques admissibles opérant dans un autre État membre que les autres;
 - le projet garantit un nouvel investissement substantiel dans le réseau à haut débit qui va au-delà des investissements marginaux, tels que les investissements liés à de simples mises à niveau des logiciels ou à l'octroi de licences. Le projet peut fournir des vitesses symétriques de téléchargement ascendant et descendant de multiples de 10 Gbps au moins;
 - le projet soutient le déploiement de nouvelles infrastructures passives uniquement si les infrastructures passives existantes ne peuvent pas être réutilisées;
- v) les critères spécifiques cumulatifs suivants s'appliquent aux investissements dans les câbles sous-marins transfrontaliers:
- le projet consiste en des tronçons transfrontaliers au sens du règlement XX (règlement MIE2) qui i) associent au moins deux États membres en franchissant la frontière entre deux ou plusieurs États membres, ou ii) franchissent la frontière d'au moins un État membre et d'un pays de l'Espace économique européen. L'infrastructure bénéficiant d'un soutien peut aussi être un réseau pour accès de gros et améliorer la connectivité des régions ultrapériphériques européennes ou des territoires d'outre-mer, même à l'intérieur d'un seul et même État membre;
 - l'aide n'est pas octroyée pour des projets situés sur des lignes déjà desservies par deux infrastructures dorsales existantes ou prévues;
 - le projet garantit un nouvel investissement substantiel dans le réseau à haut débit grâce au déploiement d'un nouveau câble sous-marin ou d'une connexion à un câble sous-marin existant, permettant de résoudre les problèmes de double emploi et allant au-delà des investissements marginaux. Le projet peut fournir des vitesses symétriques de téléchargement ascendant et descendant de 1 Gbps au moins;
 - le projet soutient le déploiement de nouvelles infrastructures passives uniquement si les infrastructures passives existantes ne peuvent pas être réutilisées.

3. Les aides en faveur de la production d'énergie et des infrastructures énergétiques satisfont aux exigences suivantes:

- (a) les aides ne sont octroyées que pour des investissements dans des infrastructures énergétiques dans les secteurs du gaz et de l'électricité qui sont soumises aux règles en matière d'accès de tiers au réseau, de tarifs réglementés et de dégroupage conformément à la législation de l'Union relative au marché intérieur de l'énergie pour les catégories de projets suivantes:

- i) en ce qui concerne le stockage d'électricité, les projets figurant dans la liste des projets d'intérêt commun de l'Union à l'annexe VII du règlement (UE) n° 347/2013 du Parlement européen et du Conseil*;
- ii) en ce qui concerne les projets d'infrastructures énergétiques autres que le stockage:
 - les réseaux intelligents;
 - les projets qui remplissent l'un quelconque des critères énoncés à l'article 4, paragraphe 1, point c), du règlement (UE) n° 347/2013;
 - les projets figurant dans la liste des projets d'intérêt commun de l'Union à l'annexe VII du règlement (UE) n° 347/2013;
 - les projets dans les zones assistées;
- (b) les aides à l'investissement pour la production d'énergie à partir de sources d'énergie renouvelables satisfont aux exigences suivantes:
 - i) l'aide n'est octroyée que pour les nouvelles installations sélectionnées sur une base concurrentielle, transparente, objective et non discriminatoire;
 - ii) l'aide n'est pas octroyée pour les installations hydroélectriques qui ne remplissent pas les conditions prévues par la directive 2000/60/CE**;
 - iii) dans le cas d'installations qui produisent des biocarburants, l'aide n'est octroyée que pour les installations produisant des biocarburants durables autres que les biocarburants produits à partir de cultures alimentaires;
- (c) le montant nominal du financement total apporté à tout bénéficiaire final par projet visé au point a) du présent paragraphe au titre du soutien du Fonds InvestEU n'excède pas 150 millions EUR. Le montant nominal du financement total apporté à tout bénéficiaire final par projet visé au point b) du présent paragraphe au titre du soutien du Fonds InvestEU n'excède pas 75 millions EUR.

4. Les aides en faveur d'infrastructures et d'activités sociales, éducatives et culturelles et liées au patrimoine naturel satisfont aux exigences suivantes:

- (a) le montant nominal du financement total fourni à tout bénéficiaire final au titre du soutien du Fonds InvestEU n'excède pas:
 - i) 100 millions EUR par projet dans le cas des investissements dans des infrastructures utilisées pour la prestation de services sociaux ou à des fins éducatives ou culturelles, ainsi que pour les activités énumérées à l'article 53, paragraphe 2, dont le patrimoine naturel;
 - ii) 30 millions EUR pour les activités liées aux services sociaux et à la culture;
 - iii) 5 millions EUR pour l'éducation et la formation;
- (b) aucune aide n'est octroyée pour des actions de formation visant à se conformer aux normes nationales obligatoires en matière de formation.

5. Les aides en faveur des transports et des infrastructures de transport satisfont aux exigences suivantes:

- (a) seuls les projets suivants peuvent bénéficier d'une aide en faveur des infrastructures, à l'exception des ports:

- i) les projets d'intérêt commun au sens de l'article 3, point a), du règlement (UE) n° 1315/2013, exception faite des projets concernant des infrastructures portuaires ou aéroportuaires;
 - ii) les connexions aux nœuds urbains du réseau transeuropéen de transport;
 - iii) le matériel roulant utilisé uniquement pour la prestation de services de transport ferroviaire non couverts par un contrat de service public au sens du règlement (CE) n° 1370/2007***, pour autant que le bénéficiaire soit un nouvel entrant;
 - iv) les transports urbains;
 - v) les infrastructures pour les carburants alternatifs ou les infrastructures de mobilité à émissions faibles/nulles;
- (b) les aides en faveur de projets d'infrastructures portuaires satisfont aux exigences suivantes:
- i) seuls les investissements dans les infrastructures d'accès et les infrastructures portuaires mises à la disposition des utilisateurs intéressés de manière égale et non discriminatoire, aux conditions du marché, peuvent bénéficier d'une aide;
 - ii) toute concession ou autre forme de mandat confiant à un tiers la construction, la modernisation, l'exploitation ou la location d'une infrastructure portuaire bénéficiant d'une aide est attribuée sur une base concurrentielle, transparente, non discriminatoire et inconditionnelle;
 - iii) les investissements dans les superstructures portuaires ne peuvent bénéficier d'aucune aide;
- (c) le montant nominal du financement total fourni au titre des points a) ou b) du présent paragraphe à tout bénéficiaire final au titre du soutien du Fonds InvestEU n'excède pas 150 millions EUR par projet.

6. Les aides en faveur des autres infrastructures satisfont aux exigences suivantes:

- (a) seuls les projets suivants peuvent bénéficier d'une aide:
- i) les investissements dans les infrastructures d'approvisionnement en eau et de traitement des eaux usées pour le grand public;
 - ii) les investissements dans le recyclage des déchets et la préparation en vue de leur réemploi, conformément à l'article 47, paragraphes 1 à 6, du présent règlement, dans la mesure où ils visent à gérer les déchets produits par d'autres entreprises;
 - iii) les investissements dans les infrastructures de recherche;
 - iv) les investissements dans la construction ou la mise à niveau d'installations de pôles d'innovation;
- (b) le montant nominal du financement total fourni à tout bénéficiaire final au titre du soutien du Fonds InvestEU n'excède pas 100 millions EUR par projet.

7. Les aides en faveur de la protection de l'environnement, y compris la protection du climat, satisfont aux exigences suivantes:

- (a) seuls les projets suivants peuvent bénéficier d'une aide:

- i) les investissements permettant aux entreprises de réparer ou de prévenir une atteinte au milieu physique (y compris le changement climatique) ou aux ressources naturelles due aux propres activités d'un bénéficiaire, dans la mesure où les investissements vont au-delà des normes de protection de l'environnement de l'Union ou augmentent le niveau de protection de l'environnement en l'absence de normes de l'Union ou s'adaptent de façon anticipée aux futures normes de l'Union en matière de protection de l'environnement;
 - ii) les mesures améliorant l'efficacité énergétique d'une entreprise, dans la mesure où les améliorations en matière d'efficacité énergétique ne sont pas réalisées afin de garantir que l'entreprise respecte des normes de l'Union déjà adoptées, même si elles ne sont pas encore entrées en vigueur;
 - iii) l'assainissement des sites contaminés, dans la mesure où aucune personne morale ou physique responsable du dommage environnemental selon le droit applicable n'est identifiée conformément au «principe du pollueur-payeur» mentionné à l'article 45, paragraphe 3;
 - iv) les études environnementales;
 - v) le renforcement et le rétablissement de la biodiversité et des écosystèmes lorsque cette activité contribue à protéger, à conserver et à rétablir la biodiversité ainsi qu'à assurer le bon état des écosystèmes ou à protéger les écosystèmes déjà en bon état;
- (b) si la mesure d'aide porte sur des mesures visant à améliorer l'efficacité énergétique dans les bâtiments résidentiels et les bâtiments destinés à la réalisation d'activités liées à des services sociaux, elle peut également être octroyée pour des mesures qui améliorent simultanément l'efficacité énergétique du bâtiment résidentiel et intègrent des installations produisant de l'énergie renouvelable sur le site du bâtiment résidentiel concerné par la mesure d'aide à l'efficacité énergétique, sous réserve des conditions suivantes:
- i) l'installation intégrée de production d'énergie renouvelable sur place concerne la production d'électricité et/ou de chaleur; elle peut être combinée avec des équipements de stockage;
 - ii) la production de l'installation qui génère l'énergie renouvelable sur place ne dépasse pas de plus de 20 % la demande totale de consommation combinée des résidents du bâtiment;
 - iii) la puissance installée de l'installation produisant l'énergie renouvelable ne dépasse pas 500 kW;
 - iv) le bénéficiaire final de l'aide peut être soit le propriétaire du bâtiment, soit un locataire;
- (c) le montant nominal du financement total apporté à tout bénéficiaire final par projet visé aux points a) et b) du présent paragraphe au titre du soutien du Fonds InvestEU n'excède pas 50 millions EUR;
- (d) les aides en faveur des mesures qui améliorent l'efficacité énergétique des bâtiments peuvent également porter sur la facilitation de contrats de performance énergétique, sous réserve des conditions suivantes:

- i) le montant nominal du financement total fourni au titre du soutien du Fonds InvestEU n'excède pas 30 millions EUR par bénéficiaire final;
- ii) le soutien est fourni sous forme de prêt ou de garantie;
- iii) l'aide est octroyée à des PME ou à des petites entreprises à moyenne capitalisation;
- iv) l'aide est octroyée uniquement pour les contrats de performance énergétique au sens de l'article 2, point 27), de la directive 2012/27/UE relative à l'efficacité énergétique****.

8. Les aides à la recherche, au développement, à l'innovation et à la numérisation satisfont aux exigences suivantes:

- (a) des aides peuvent être octroyées pour:
 - i) la recherche fondamentale;
 - ii) la recherche industrielle;
 - iii) le développement expérimental;
 - iv) l'innovation de procédé et d'organisation en faveur des PME;
 - v) les services de conseil en innovation et de soutien à l'innovation pour les PME;
 - vi) la numérisation en faveur des PME;
- (b) en ce qui concerne les projets relevant des points a) i), ii) et iii) du présent paragraphe, le montant nominal du financement total fourni à tout bénéficiaire final au titre du soutien du Fonds InvestEU n'excède pas 75 millions EUR par projet. En ce qui concerne les projets relevant des points a) iv), v) et vi) du présent paragraphe, le montant nominal du financement total fourni à tout bénéficiaire final au titre du soutien du Fonds InvestEU n'excède pas [30] millions EUR par projet.

9. Outre pour les motifs de compatibilité prévus aux paragraphes 2 à 8 du présent article, les PME ou les petites entreprises à moyenne capitalisation peuvent également recevoir des aides sous la forme d'un financement soutenu par le Fonds InvestEU, à condition que:

- (a) le montant nominal du financement total par bénéficiaire final fourni au titre du soutien du Fonds InvestEU n'excède pas 15 millions EUR et soit accordé à:
 - i) des microentreprises;
 - ii) des PME qui n'exercent encore leurs activités sur aucun marché ou qui les exercent depuis moins de sept ans après leur première vente commerciale;
 - iii) des PME intégrant un nouveau marché géographique ou de produits, lorsque l'investissement initial nécessaire pour entrer sur ce nouveau marché géographique ou de produits doit être supérieur à 50 % du chiffre d'affaires annuel moyen réalisé au cours des cinq années précédentes;
 - iv) des entreprises innovantes;
 - v) des PME ou des petites entreprises à moyenne capitalisation dont les activités principales sont établies dans des zones assistées pour autant que le financement ne soit pas utilisé en vue de la délocalisation d'activités au sens de l'article 2, point 61 *bis*; ou
- (b) le montant nominal du financement total par bénéficiaire final fourni au titre du soutien du Fonds InvestEU n'excède pas 2 millions EUR.

Article 56 septies

Conditions applicables aux aides contenues dans les produits financiers commerciaux bénéficiant du soutien du Fonds InvestEU

1. Le financement octroyé aux bénéficiaires finals est fourni par des intermédiaires financiers commerciaux qui sont sélectionnés au moyen d'une procédure ouverte, transparente et non discriminatoire fondée sur des critères objectifs.
2. L'intermédiaire financier commercial qui octroie un financement au bénéficiaire final conserve une exposition minimale au risque de 20 % de chaque opération de financement.
3. Le montant nominal du financement total fourni à chaque bénéficiaire final par l'intermédiaire financier commercial n'excède pas 7,5 millions EUR.

* Règlement (UE) n° 347/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 avril 2013 concernant des orientations pour les infrastructures énergétiques transeuropéennes, et abrogeant la décision n° 1364/2006/CE et modifiant les règlements (CE) n° 713/2009, (CE) n° 714/2009 et (CE) n° 715/2009 (JO L 115 du 25.4.2013, p. 39).

** Directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau (JO L XXX).

*** Règlement (CE) n° 1370/2007 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2007 relatif aux services publics de transport de voyageurs par chemin de fer et par route, et abrogeant les règlements (CEE) n° 1191/69 et (CEE) n° 1107/70 du Conseil (JO L 315 du 3.12.2007, p. 1).

**** Directive 2012/27/UE du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 relative à l'efficacité énergétique, modifiant les directives 2009/125/CE et 2010/30/UE et abrogeant les directives 2004/8/CE et 2006/32/CE (JO L 315 du 14.11.2012, p. 1).

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le vingtième jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel de l'Union européenne*.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans les États membres conformément aux traités.

Fait à Bruxelles, le

Par la Commission
La présidente
Ursula VON DER LEYEN